

FÉDÉRATION DE RUSSIE

La Fédération de Russie possède depuis longtemps des atouts dans le domaine de la science et la technologie, mais elle devra en améliorer l'exploitation si elle veut diversifier son économie et réduire sa dépendance à l'égard des ressources naturelles. Des décrets présidentiels de 2012 fixent les grands objectifs de la politique STI du pays, notamment l'augmentation de la DIRD à 1.77 % du PIB à l'horizon 2015.

Enjeu 1 : Réformer et améliorer le système de la recherche publique (y compris dans les universités). La Russie possède une vaste base scientifique publique, dominée par ses centres de recherche industrielle et ses instituts de l'Académie des sciences (RAS). Cette dernière a fait l'objet en 2013 d'une profonde réorganisation. Une nouvelle Agence fédérale des organisations scientifiques a été créée pour administrer les biens de la RAS, évaluer et superviser les activités des instituts qui en dépendent, et leur allouer des fonds publics. De nouvelles dispositions concernant l'évaluation des performances des organismes scientifiques publics ont été prises en 2013 dans le secteur civil pour accroître la responsabilisation. La même année, une Fondation pour la recherche russe a vu le jour et s'est vu octroyer sur concours une enveloppe de 2.06 milliards USD (48 milliards RUB) pour 2013-16 sous la forme de subventions à la recherche.

La Russie détient peu d'universités de renommée internationale, et ses chercheurs publient peu d'articles dans les revues scientifiques et technologiques mondiales de référence (partie 1^{b, c}). Depuis 2010, plusieurs mesures importantes ont été prises pour accroître les capacités de recherche dans les universités. Plus récemment, un nouveau concours (baptisé Programme 5/100/2020) a été ouvert pour l'attribution de subventions publiques aux instituts de recherche ; 2 milliards USD (40 milliards RUB) seront ainsi alloués entre 2014 et 2016 aux universités sélectionnées, qui devraient faire partie des 200 plus grandes universités mondiales à l'horizon 2020. Cinq universités russes devraient rejoindre le Top 100 vers la même date.

Enjeu 2 : Améliorer la rentabilité et l'impact de la science. Entre 2011 et 2013, 34 plateformes technologiques ont été mises en place pour permettre aux universités, aux

instituts de recherche et aux entreprises de partager leurs points de vue et de coopérer dans le domaine de la science et de l'innovation. Des modifications ont été apportées à la législation sur l'exploitation de la propriété intellectuelle. Conformément au décret n° 233 de 2012, les DPI résultant de la recherche publique sont attribués à la Fédération de Russie, et le principe du libre transfert de la propriété intellectuelle permet de transférer les résultats de cette recherche vers l'industrie et la société. Des amendements apportés en 2013 à la loi fédérale facilitent la création de partenariats commerciaux entre les EPR et les universités en vue de transférer les DPI par le biais d'une licence d'utilisation ou de la commercialisation.

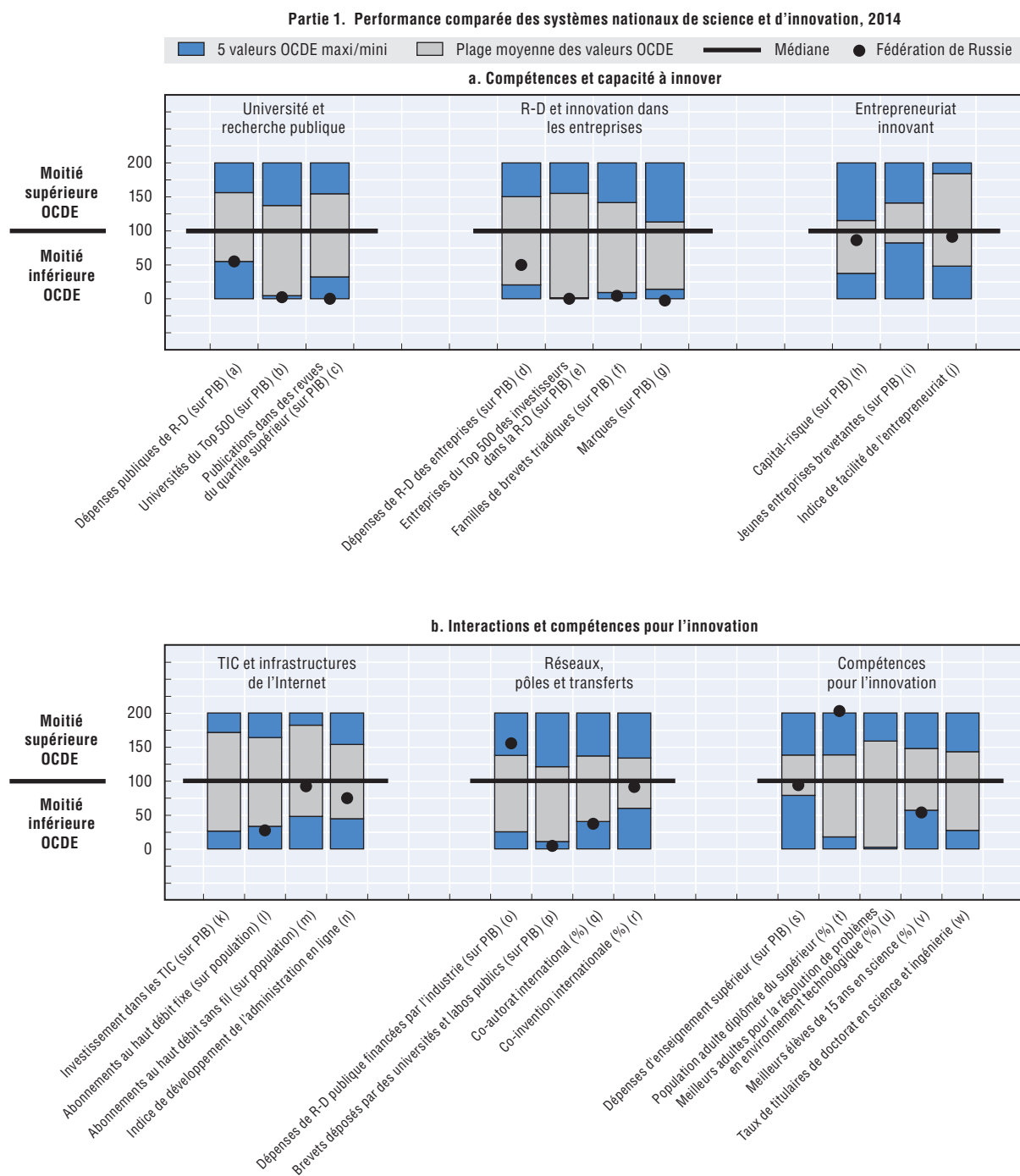
Enjeu 3 : Améliorer le système éducatif. La part de diplômés du supérieur dans la population adulte (53 %) est nettement supérieure à la médiane OCDE (partie 1^b). En revanche, les résultats des jeunes de 15 ans en science se situent en dessous (partie 1^v). De nombreuses mesures ont été prises pour améliorer l'efficacité du système éducatif et sa capacité à répondre aux besoins de compétences du pays. Ainsi, la loi fédérale de 2012 sur l'éducation a élevé le niveau de qualification du doctorat et amélioré la transparence du processus. Le Programme présidentiel pour une formation de haut niveau dans les secteurs d'ingénierie, mis en place en 2012, est doté d'un budget de 38.8 millions USD (750 millions RUB) pour trois ans. Son objectif est d'améliorer la qualification des ingénieurs dans les secteurs stratégiques, ainsi que de réformer l'enseignement technique en organisant des programmes de formation dans les secteurs industriels prioritaires (utilisation efficace de l'énergie et des ressources, technologies nucléaires, domaine spatial, médecine et TIC) et des stages dans les principaux établissements de recherche et d'ingénierie russes et étrangers.

Enjeu 4 : Encourager l'innovation dans les sociétés et soutenir l'entrepreneuriat et les PME. La DIRDE représentait 0.66 % du PIB en 2012. Le budget fédéral des entreprises d'État ou des organisations privées de R-D représente l'essentiel des dépenses de R-D du secteur russe des entreprises. À de nombreux égards, les performances des entreprises russes en matière d'innovation sont en net retard par rapport à la médiane OCDE (partie 1^{e, f, g}). Plusieurs initiatives

Chiffres clés, 2013

Productivité économique et environnementale	RUS	OCDE	Dépenses intérieures brutes de R-D	RUS	OCDE
Productivité du travail			DIRD		
PIB par heure ouvrée en USD PPA, 2013	23.9	47.7	En million USD en PPA, 2012	37 854	1 107 398
(taux de croissance annuel, 2008-13)	(+1.2)	(+0.8)	En % du total OCDE, 2012	3.4	100
Productivité environnementale			Intensité et croissance de la DIRD		
PIB par émission unitaire de CO ₂ en USD, 2011	1.3	3.0	En % du PIB, 2012	1.12	2.40
(taux de croissance annuel, 2007-11)	(+1.5)	(+1.8)	(taux de croissance annuel, 2007-12)	(+2.0)	(+2.0)
Demande verte			DIRD à financement public		
RNN par émission unitaire de CO ₂ en USD, 2011	1.8	3.0	En % du PIB, 2011	0.77	0.77
(taux de croissance annuel, 2007-11)	(+1.7)	(+1.6)	(taux de croissance annuel, 2007-11)	(+3.5)	(+2.8)

Graphique 9.18. La science et l'innovation en Fédération de Russie



Note : Indice de performance normalisé par rapport aux valeurs médianes observées dans la zone de l'OCDE (médiane de l'indice = 100).

gouvernementales visent à stimuler les activités innovantes dans le secteur des entreprises. Le Programme pour le développement de l'innovation s'adresse aux grandes entreprises d'État, qu'il charge d'élaborer des stratégies en matière d'innovation ainsi que de coopérer avec les universités et les établissements de recherche. Les dépenses de R-D et d'innovation de ces grandes entreprises ont donc augmenté au cours des deux dernières années. La nouvelle loi fédérale sur les marchés publics (2013) concerne spécifiquement l'achat de produits innovants et de haute technologie. En 2012-13, un certain nombre de programmes sectoriels ont été adoptés pour aider les secteurs prioritaires tels que la fabrication de pointe, l'aviation et la construction navale. Le Programme pour le développement des PME est doté d'un budget de 8 milliards USD (155 milliards RUB) pour la période 2013-20 et prévoit divers types de soutien.

Le système STI de la Fédération de Russie en bref

Gouvernance des politiques STI : Le Conseil présidentiel pour la science et l'éducation et le Conseil présidentiel pour la modernisation économique et le développement innovant ont été créés pour améliorer la coordination des politiques axées sur la science et l'innovation. Deux programmes – l'un consacré au développement de la science et la technologie (DST) (2013-20), et l'autre à la croissance économique et à l'économie innovante (2013-20) –, approuvés en 2013, ont été conçus pour organiser et coordonner toutes les grandes initiatives ayant trait à la science et l'innovation qui sont financées par le budget fédéral. S'agissant de l'élaboration de la politique stratégique, des études prospectives (réalisées notamment par la Commission interministérielle de prospective technologique) sont de plus en plus utilisées pour définir les priorités STI nationales et sectorielles. Le document « Prospective scientifique et technologique à l'horizon 2030 », qui recense les axes scientifiques et technologiques prometteurs, fournit des informations très importantes pour la planification stratégique et l'élaboration de la politique dans le domaine. L'évaluation des programmes gouvernementaux a par ailleurs été renforcée.

Infrastructure des TIC et de la recherche : L'infrastructure des TIC est relativement peu développée, avec 14.5 abonnés au haut débit fixe pour 100 habitants (partie 1^h). L'infrastructure

de la recherche publique devrait s'améliorer sous l'effet de plusieurs initiatives, dont le programme mis au point par le ministère de la Science et la Technologie pour créer et développer de très grandes installations de recherche (2013-20). Ce programme finance de façon concurrentielle les infrastructures des centres de recherche et des universités (publics et privés).

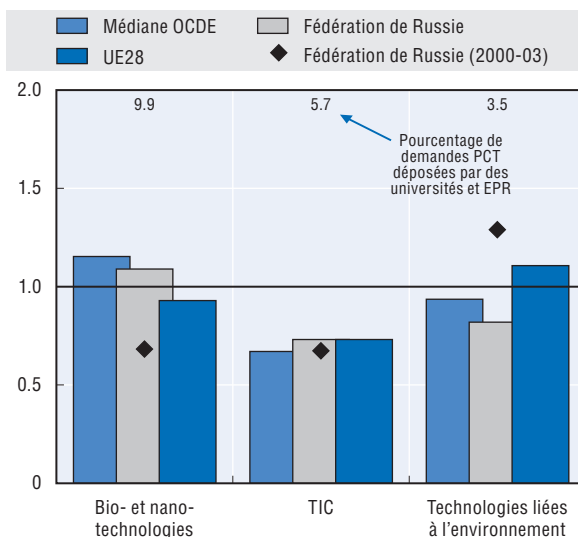
Pôles d'activité et politiques régionales : Le gouvernement a lancé en 2012 un nouveau programme national visant à encourager la création de pôles d'innovation pilotes. Vingt-cinq pôles ont été créés dans six secteurs stratégiques : technologie nucléaire ; fabrication d'aéronefs et d'astronefs ; construction navale ; biotechnologie et industries médicale et pharmaceutique ; nouveaux matériaux ; produits chimiques et pétrochimiques ; enfin, technologies de l'information et électronique. En 2013, une subvention fédérale de 67 millions USD (1.3 milliard RUB) a été affectée au soutien des pôles d'activité pilotes, et jusqu'à 154 millions USD (3.1 milliards RUB) devraient être mis à disposition annuellement entre 2014 et 2016.

Mondialisation : Si la Russie s'approche de la médiane OCDE en ce qui concerne la co-invention internationale, elle s'en éloigne en revanche pour ce qui est du co-autorat international (partie 1^h 9). Un certain nombre d'obstacles administratifs empêchent l'instauration d'une coopération plus approfondie et plus efficiente avec l'étranger (notamment les questions de visa et les différences de procédures avec les organismes de financement étrangers et internationaux). En 2013, le gouvernement a annoncé la création de deux grands programmes de financement de la STI qui favorisent la coopération internationale : R&D in Priority Fields of the S&T Complex of Russia (2014-20) et R&D Personnel for Innovative Russia (2014-20).

Évolution récente des dépenses STI : Les CBPRD ont considérablement augmenté en l'espace de cinq ans. Le projet de budget fédéral pour 2014-15 prévoit une légère baisse des crédits alloués à la R-D civile en 2014. Cela dit, l'État devrait rester la principale source de financement de la DIRD jusqu'en 2030, malgré les importantes initiatives prises récemment pour stimuler la R-D et l'innovation des entreprises. La DIRDES devrait passer de 9 à 13.5 % de la DIRD d'ici à 2018, signe de la volonté du gouvernement d'accroître les capacités de recherche des universités.

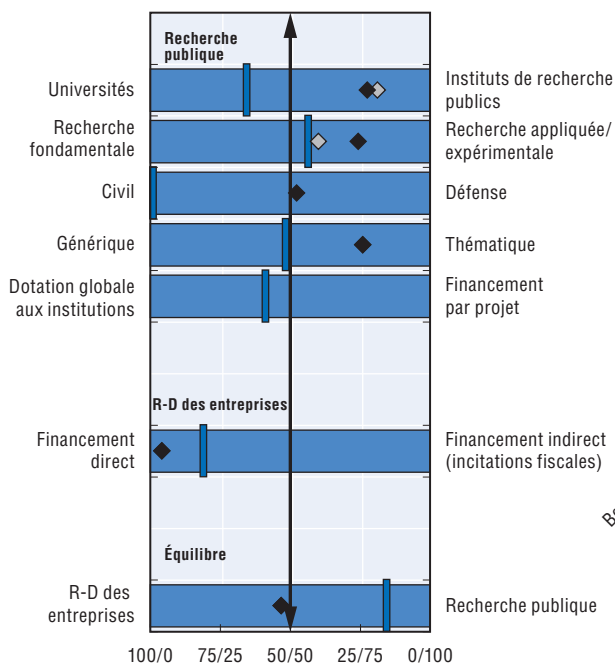
Partie 2. Avantage technologique révélé dans certains domaines, 2009-11

Indice basé sur les demandes de brevets PCT



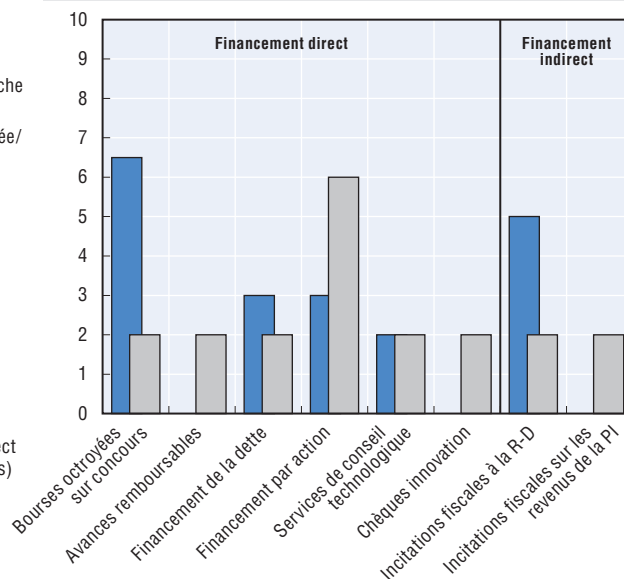
Partie 3. Allocation du soutien public à la R-D et l'innovation, par secteur, type et mode de financement, 2012

◆ Fédération de Russie ◇ Fédération de Russie (2007) — Médiane OCDE



Partie 4. Principaux instrument de financement public de la R-D des entreprises, 2014

■ Médiane OCDE ■ Fédération de Russie



Note : Les informations sur les politiques sont tirées des réponses des pays au questionnaire préparatoire des éditions 2012 et 2014 des Perspectives de la science, de la technologie et de l'industrie de l'OCDE. Les réponses de la Fédération de Russie sont disponibles dans la base de données des Perspectives, édition 2014, accessible à l'adresse suivante : <http://qdd.oecd.org/Table.aspx?Query=E7DE044B-7994-456D-B3D9-BBB3FF44EA0E>.

Source : Voir le guide du lecteur et l'annexe méthodologique.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933307163>



Extrait de :

OECD Science, Technology and Industry Outlook 2014

Accéder à cette publication :

https://doi.org/10.1787/sti_outlook-2014-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2015), « Fédération de Russie », dans *OECD Science, Technology and Industry Outlook 2014*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/sti_outlook-2014-71-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.